



Seen Égal-E Seen Égalité

Adresse à la nation

Retranscription du discours

Camarades, cher-es compatriotes, hôtes qui vivaient parmi nous

Je suis Aziz Salmone Fall

Je vous salue au nom de la plateforme progressiste panafricaine Sen Égal-e Seen Égalité. Cette adresse suit notre communiqué du 4 avril dernier. En effet, depuis l'élection du nouveau régime, malgré des demandes réitérées, nous nous sommes abstenus d'interférer, de commenter notre vie politique intérieure. Ceci par souci d'équidistance et de respect du verdict électoral et ne pas empêcher le travail des gouvernements ou attiser ses dissensions croissantes. Ce mutisme est aussi par respect pour ceux et celles qui ont perdu leur vie et qui ont été victimes de ces luttes de pouvoir, pour lesquelles nous demandons toujours une commission d'enquête indépendante. Nous ne sommes pas si responsables de la situation dans laquelle le pays se trouve, mais nous le devenons, si nous ne faisons rien pour la modifier. La défense de la république et de ses institutions incombe à toute notre nation.

La terre ne nous appartient pas, nous lui appartenons, et en apparence elle est moins un legs des anciens, qu'un prêt de nos petits enfants. Une terre en danger, avec plus de brutalités, de violence et l'arrogance des forts, mais aussi la résilience des faibles. Le monde est affecté par l'impact de la crise multidimensionnelle du capitalisme impérialiste des oligopoles. Le basculement du monde se manifeste par une crise multiforme, sanitaire, économique, climatique, sécuritaire, de valeurs et de sens... Notre sous-région est en danger, fragilisée par la rapacité de l'extractivisme, la déstabilisation obscurantiste et impérialiste, des tentations autocratiques locales, une incapacité régionale. Pourtant un immense espoir de souveraineté retrouvée habite nos masses. Nit, nit moy garabam, il n'y a néanmoins aucun problème humain, que l'humain ne peut résoudre!

Nous nous permettons d'apprécier la crise au sommet de l'État, voire celle qui affecte notre nation et envisager quelle solution vers un devenir panafricaniste radieux.

En toute franchise, revenons sur la question démocratique, la crise de nos institutions, sur le projet dit souverainiste, sur la responsabilité mal assumée autant des franges dites progressistes que celles les forces d'inertie qui bloquent notre justice et notre progrès social.

Enfin, en interpellant toutes les forces de la gauche, nous redirons pourquoi notre transition de rupture est indispensable pour sortir le Sénégal de l'impasse.

La question démocratique et institutionnelle

Notre pays, en se comparant à la plupart de notre continent, s'affuble de statut de démocratie.

La longue tradition de vie politique, sous l'occupation arabo-islamique coloniale et néocoloniale,

nous a permis d'inventer des formes originales de démocratisation, souvent contradictoires et injustes et semées d'embûches. Nous avons pu les surmonter, parfois de façon sanglante, parfois avec panache et dans une impunité et un consensus des forces au pouvoir. La démocratie n'est pas une invention occidentale. Elle est un objectif lointain que la plupart des États-nations modernes tentent d'atteindre. Il faut rappeler que nos sociétés africaines précoloniales ont su délibérer et se prémunir tant soit peu des abus des pouvoirs pour la reproduction de la société. Ces modes de régulation ont tous été entre-temps déstructurés et dénaturés et nous les oublions.

La greffe du modèle de démocratie représentative occidentale, quoiqu'imparfaite a pu néanmoins, malgré ses contradictions, fait coexister d'autres pouvoirs dans des arrangements que nous envient d'autres nations, malgré les turbulences, les manigances, les alliances et mésalliances et autres compromissions. Une minorité confisque le jeu démocratique en Afrique. Ici, principalement une strate de politiques et d'administrateurs, usant de jargon convenu, de la langue coloniale, de l'argent, de réseaux et des postes. Probablement autour de 600 000 personnes sur nos 19 millions de personnes. Ces derniers subissent la transhumance des élus nationaux et locaux au détriment des volontés populaires et au gré des alliances changeantes. Un véritable rééquilibrage démocratique s'impose, basé sur l'égalité. Il pourrait redresser notre vie politique, en offrant au peuple réel qui produit et transforme la nation, un accès à la décision et à l'action politique. La compétition et la coopération doivent aller de pair et lorsque les partis politiques sont matures, ils dialoguent enfin.

La fin sanglante du régime passé et l'avènement du nouveau semblent aussi paradoxaux l'un que l'autre. Les chefs de file et leur second affichent d'abord l'entente, avant d'en découdre sournoisement, puis ouvertement. La joute du duo au duel, du miel au fiel, est déplorable, mais elle ne concerne que la féroce lutte pour le pouvoir d'État et la prématurée bataille électorale. Mais dans les faits, l'équipe au pouvoir exécutif comme celle qui contrôle l'assemblée sont sur le même agenda, et divergent sur la méthode, les acteurs et les priorités. Peut-être y a-t-il, sans jeu de mots, un changement de cap. Même en se divisant réellement ou facticement, en radicaux contre modérés, chacune de ces équipes, désormais en coalition de forces hétéroclites, a tout intérêt à une polarisation. Cette bipolarisation les arrange objectivement toutes deux, car elle leur permet d'occuper l'espace politique, tout en confisquant les pouvoirs d'État au-dessus des intérêts nationaux. De plus, à l'instar de nos pouvoirs en Afrique, le chef d'État n'ose pas avant la fin de son mandat évoquer son avenir politique, au risque de ne générer que défections vers d'autres prairies plus vertes. Notre dispositif constitutionnel désuet favorise tous ces arrangements bloquants. Et les retouches et efforts de réformes constitutionnelles volontaristes, de chaque régime qui passe, tentent de faire du neuf avec du vieux, et serviront aux factions rivales à en découdre davantage. Tout ce tiraillement est fait dans l'improvisation à vue et sur le mode de fonctionnement en vigueur dans presque tout au Sénégal; soit le contournement ou le faufilement et pourvu que les apparences soient préservées.

Notre position initiale n'a pas changé et elle est claire. Seule une assemblée constituante élargie à toutes les forces vives de notre nation pourrait nous gratifier d'une nouvelle constitution propice à notre développement.

Le projet Seen Égal-e, Seen Égalité endosse les fondements institutionnels des Assises nationales du Sénégal, et sa Charte de Gouvernance Démocratique. Il prône par contre, une assemblée constituante pour l'avènement d'une troisième république. Cette assemblée est le moyen le plus démocratique de transformation de notre société pour affronter les défis du 21^e siècle et surmonter nos dysfonctionnements et déséquilibres institutionnels. Cette constitution sera davantage en phase avec les aspirations populaires, en intégrant le droit à l'eau, les droits économiques, sociaux et culturels. Cette assemblée accélérerait l'unification politique panafricaine, mettrait fin à l'hyperprésidentialisme et permettra l'avènement d'une démocratie parlementaire résolument africaine, avec une séparation patente des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif républicains, pour une démocratie substantive garantissant une égalité effective, l'accès réel aux droits (sociaux, économiques, culturels) et une participation citoyenne .et civique de toutes et tous

Notre convergence Seen Égal-e Seen égalité œuvre dans ce sens pour un développement autocentré progressiste panafricain, écologiste et féministe.

Du sacré au sacrilège

L'accueil du chef du parti à l'assemblée, avec ses fidèles scandant un chant réservé au prophète est un sacrilège, autant pour l'Islam, que l'institution laïque qu'est l'Assemblée nationale. Des élus prétendent y être choisis par la volonté de Dieu. Dieu n'a choisi ni Netanyahou, ni Trump, ni Faye; Dieu ne fait pas de politique, même si pour tromper le peuple, des hommes politiques le réquisitionnent depuis la nuit des temps. Voilà pourquoi, lorsque les humains ont suffisamment d'éthique, ils peuvent gérer la cité en tolérant toutes les croyances, mais en étant séculiers. La politique n'est l'expression que de luttes de pouvoirs humains. On note ici une religiosité croissante de l'espace public et politique, qui y revendique ou non la participation des religieux ou un recul de la laïcité. Ce terrain est sensible et les Africains sont amnésiques après un millénaire et 6 siècles d'adhésion à des religions étrangères. L'Afrique est insérée dans le système monde au moins dès la phase mercantiliste du capitalisme embryonnaire au 15^e siècle. Des millénaires avant, les Africains ont inventé la religion bien avant les autres. Donc soyons fier-es de préserver ce qui nous reste d'africanité, à commencer par redonner le nom de nos valeureux ancêtres à nos enfants, plutôt qu'à ceux des autres qui ne le feront jamais et continuent de nous mépriser. Je suis bien placé pour le savoir. Ma mère est égyptienne, elle a choisi de devenir sénégalaise et je n'ai donc pas besoin d'imiter les Arabes. Je peux par contre vous parler de la condition des noirs dans toutes les sociétés arabes qui changent hélas peu, en ce qui a trait de leur traitement injuste jusqu'aujourd'hui. Par mon père, ma lignée a accueilli les premiers Portugais arrivés sur notre continent alors que nous échangeons déjà aux Arabes des captifs ou de l'or pour des chevaux pur sang. Notre famille a aussi cédé des terres et épouses

aux marabouts et autant combattu que collaboré à l'ordre colonial. Ce temps est certes révolu, et il est impossible de revenir en arrière pour les corriger, mais nous pouvons partir de là où nous sommes pour changer le dénouement des choses

Car aujourd'hui, des intégristes chrétiens comme musulmans, financés et soutenus par des forces extérieures, sèment le chaos en Afrique et affirment que nous sommes des mécréants et des hérétiques. Ils prétendent nous réapprendre nos religions et rééduquer nos enfants et nos femmes. Pourtant ce sont eux les hérétiques. Nos religions monothéistes africaines syncrétiques sont obligés d'abandonner leur modération, et par un excès de zèle fanatique, ou de piété démesurée, prouver aux intégristes, autant qu'à la société, qu'elles sont autant religieuses et dévotes qu'elles

Dans la sourate Luqman (verset 19) , Luqman el Hakim, cet africain dans le coran recommande à son fils la modération contre l'idolâtrie et l'exagération

وَأَقْصِدْ فِي مَشْيِكَ وَاعْظُضْ مِنْ صَوْتِكَ ۚ إِنَّ أَنْكَرَ الْأَصْوَاتِ لَصَوْتُ الْحَمِيرِ

Waqsid fi mashyika waghḍuḍ min ṣawtika ʿinna 'ankara al-'aṣwāti laṣawtu al-ḥamīr. [1] sois modéré dans ta voix et baisse là, la plus détestable des voix est celle des ânes

La croyance sociale déjà répandue du déterminisme divin et la conviction de certains, que les valeurs islamistes et culturalistes solutionneront l'échec du développement, cultivent cette inclinaison dans des franges du peuple et de quelques dirigeants. Ceci explique grandement que le parti qui remporte les élections législatives continue à fonctionner comme une secte partisane et sur le mode charismatique. Nous avons beaucoup espéré que son congrès clarifie les choses. La rédaction à la va-vite de sa doctrine, malgré des accents communistes, n'a toujours pas clarifié l'idéologie de ce parti. Dans la pratique, on note le décalage du discours de simplicité et la réalité ostentatoire des dépenses du pouvoir. Nous avons été surtout surpris qu'en dehors du chef du parti, aucune instance n'y a été élue. Son index nommera donc ses représentants. Cette démarche sur le mode autocratique et messianique nous apparaît regrettable, ne serait-ce que par respect pour les partis qui y fusionnent. De même, si son discours est désormais calqué sur la gauche, que ce parti assume enfin une posture anti-capitaliste

Quant à la coalition à la présidence qui a fait défection, son réalisme déroutant, en se démarquant de sa matrice, ne peut que l'obliger à recourir à davantage de forces libérales et du centre portant responsables des problèmes majeurs de notre pays. On verra bientôt si c'est le même flacon malgré une différente étiquette, si c'est la même potion dans une nouvelle bouteille. Dans les deux cas, le rêve national-bourgeois ne peut rompre la compradorisation, ni le néo-colonialisme. L'oxygène vicié du crédit du FMI demeure un répit illusoire pour la fuite en avant dans l'économie de marché. Notre option d'une économie autocentrée, sélectivement désengagée d'une mauvaise intégration à l'économie monde demeure notre seule issue

L'arène politique, où tout semble se jouer, ne comprend pas cela. Elle est souvent inutilement bavarde et superficielle. Elle a peu de prise sur le réel, qu'elle biaise et élude et offre parfois des spectacles dégradant notre démocratie fragile. Cet espace, où abondent influenceurs et chroniqueurs, amplifie l'inclinaison à la croyance plus que la raison, ce qui évide le politique et font prospérer la démagogie et le populisme. Les victimes consentantes sont des fidèles ou militants fanatisés, et beaucoup de personnes de bonne foi qui ont intériorisé la domination et .l'assujettissement à l'insupportable

Ku yax sa teen, fà y sa dëkk. En effet, il est bon ton, de façon démagogique ou populiste, d'affirmer que l'idéologie est morte, qu'il y a pas de gauche ou de droite ou que ces choses relèvent de l'Occident. Cette désidéologisation est naïve, voire malhonnête. Nous vivons dans un système monde à dominante capitaliste et impérialiste, responsable de la colonisation, du néocolonialisme et de la recolonisation. Les forces qui historiquement l'assistent sont de droite et se drapent de la défense des libertés individuelles, la réduction de la taille de l'État et la promotion de l'entrepreneuriat et du marché. Il n'y a pas de main invisible du marché, le marché ne peut régler ni ses propres défaillances, ni la sécurité publique, ni les inégalités socio-économiques, ni gérer les biens communs. Les forces de droite oeuvrent donc pour perpétuer le mode capitaliste, parfois avec la préservation de valeurs traditionnelles rétrogrades. La droite .peut être social-réformiste ou plus néolibérale

Les forces qui prônent la rupture avec cet ordre, sont qualifiées de gauches, mais elles ne sont progressistes que si elles sont anti-impérialistes, anti-capitalistes, féministes et écologistes, c'est-à-dire articulées sur un État fort prônant l'égalité, le progrès social, la redistribution, le service public et le bien commun, dans une acception de tous les droits humains. La gauche .peut être réformiste ou révolutionnaire

Il peut y avoir ainsi des régimes empruntant un peu de tout de la gauche et de la droite, ou même qui se disent du centre, mais il est facile de savoir quelle classe ils défendent et où ils se .situent, malgré le brouillage

Le brouillage ici vient aussi du mercantilisme et de l'affairisme généralisé qui a transformé le Sénégal en souk où tout est à vendre et/ou peu s'y transforme ou s'y produit. Le brouillage c'est aussi par la diversion, le bruit numérique et la cacophonie des crises de contestation, de .polémiques stériles ou création de crises comme moyen politique de créer ou gérer l'instabilité

La gauche peine à faire comprendre tout cela au peuple. Au Sénégal, la gauche a néanmoins joué un rôle historique majeur dans la construction de l'État-nation et l'évolution progressiste des consciences politiques en Afrique. Certaines de ses franges ou élites ont fait des compromis, d'autres des compromissions, d'autres n'ont pas dérogé à leur principe, et ont été marginalisées et se sentent incomprises. La gauche sénégalaise, au fil des ans, a centré ses efforts sur le contenant, soit principalement la bataille du regroupement et l'effort d'unification autour de la

démocratie représentative et des joutes électorales. Des coalitions électorales sont advenues, ont perduré ou pas, sans être capables d'infléchir les programmes des attelages libéraux, et en s'y éternisant malencontreusement de surcroît. Nous avons diversement contribué à faire élire les présidents et n'avons pas pu réellement gouverner à gauche, y compris même dans les deux décennies d'indépendance où le régime était brièvement socialisant. Au fil du temps, beaucoup de nos membres se sont retrouvés au sommet de l'État et dans l'administration, d'autres se sont recyclés au niveau syndical ou dans des organisations de la société civile. Tous les partis de gauche se sont épuisés ou ont été fragmentés. Nous assumons une grande responsabilité dans ces échecs. Depuis que nous avons initié le MAG mouvement des assises de la gauche, nous avons sous-estimé les facteurs de divisions et d'immaturité. En récidivant avec la Plateforme Progressiste Panafricaine, Seen égal-e Seen égalité, nous avons proposé un projet de société à toute la gauche. 7 partis et chefs politiques l'ont endossé lors des dernières élections. Nous ne les avons pas choisis, ils sont venus d'eux-mêmes, malgré leur différence notable. Nous avons aussi proposé en vain, à la frange de gauche du PASTEF, notre projet de société, et il est flagrant .que certains de ses cadres et documents s'en sont entretemps quelque peu inspirés

Malgré une certaine érosion, les valeurs de gauche, comme les valeurs éthiques d'ailleurs, persistent néanmoins au sein du peuple, malgré les tares qui l'assaillent, l'affairisme et le mercantilisme généralisé de notre mode néocolonial de croissance délétère et désuet. Les mœurs dans le pays ont été érodées par les comportements ostentatoires, les excès de ceux qui possèdent et ceux qui les envient et qu'amplifie l'internet voyeur. Le social-narcissisme, l'apparence et l'invective ont chassé la pudeur et le suturé. Tout cela n'a pas épargné la gauche .non plus

Les idéologies de gauche semblent plus perceptibles chez les personnes âgées qui les ont vécues. Beaucoup de jeunes ignorent conceptuellement les valeurs et les projets de gauche, ignorant qu'elles correspondent pourtant à leurs aspirations. Parmi ceux engagés, beaucoup s'activent et s'échinent à faire la politique autrement et principalement par le canal de la communication ou simplement animés de leur colère légitime, en bravant l'autorité dans la rue ou sur le web. Abandonnées par l'absence de projet de société cohérent et palpable, des masses importantes de notre peuple vivent, se débrouillent, impuissantes et dépassées par l'ampleur multiforme des problèmes quotidiens. Ainsi, la dépossession des paysanneries demeure la forme de paupérisation la plus grande. Elle fait basculer dans l'économie informelle les forces vives de la nation. C'est ce qu'a compris le parti qui a remporté les élections, en profitant du vote sanction et par un discours antagoniste moraliste, chargé d'affects, un langage de probité, en se drapant des emblèmes nationalistes et patriotiques et des jargons et exigences de la gauche, sans jamais oser s'en revendiquer. Par ce réalisme gauchisant, il a su .répondre adéquatement à la demande de changement

Sur le projet dit souverainiste

Dans l'histoire, le droit de vie ou de mort sur ses sujets est le summum de la souveraineté interne. Il est assorti d'un droit plus difficile, la souveraineté externe soit l'indépendance face

aux autres nations. Au début de nos processus d'indépendance, la souveraineté, pour des jeunes États-nations en construction, fut limitée par l'ordre impérialiste. Ceux qui l'ont arraché ou essayé de l'imposer furent assassinés et forment notre cortège de dirigeants martyrs. Ce sont nos ancêtres de l'avenir, de Um Nyombe à Ben Barka, de Cabral à Sankara. Ailleurs, le peu acquis fut considérablement érodé par les décennies d'ajustement structurel. Il est normal que des générations qui n'ont pas vécu l'indépendance revendiquent la souveraineté. Il n'y a pas de progrès sans changement, et cela ne se fait pas sans risque. ku bëgg lem, ñeme yamb! Ce n'est pas que le changement qui est difficile, mais aussi la résistance au changement. Un souverainisme replié sur l'état nation, fétichise l'État bourgeois, fragilise l'internationalisme et la solidarité des masses laborieuses panafricanistes et prête le flanc au capital transnational plus à même de pénétrer l'espace national isolé ou le contourner. Dans tous les cas, au delà de la souveraineté formelle, il n'est pas possible de rompre avec notre sous-développement dans l'impérialisme et le capitalisme, sans une rupture systémique. Le capitalisme opte pour les conditions de production qui favorisent le taux de profit du capital. Le capitalisme surexploite l'Afrique, mais ne la marginalise pas, il l'intègre juste mal dans la mondialisation. Les nouveaux accords de financement en devises étrangères sur les infrastructures, les femmes et la jeunesse, principalement en agriculture, avec l'agriconnect de la Banque mondiale, structurent davantage notre dépendance à l'agrobusiness et au secteur privé, au détriment de nos exploitations familiales. Avec le FMI l'aide de dernier ressort, la garantie de remboursement et la restauration de la crédibilité se font au prix de conditionnalités éprouvantes pour notre souveraineté, réduisant notre oxygène démocratique et imposant l'austérité. La rupture doit donc être anti-systémique et elle ne peut pas se faire dans le cadre du libéralisme, qui est l'outil même du capitalisme et de cette insertion défavorable au marché mondial. La souveraineté de nos micro-États est insuffisante, celle d'un État fédéral africain serait par contre plus viable.

Le nouveau régime, divisé ou pas, nous a promis la souveraineté, et nous l'espérons toujours, car cela est une des raisons d'être de notre propre lutte historique. Pour cela nous ne pouvons être que satisfaits de l'effort souverainiste et nous l'encourageons. Mais nous n'avons aucune illusion, car en prétendant être un État stratège orientant l'investissement, sans renoncer à l'option du marché comme boussole, il n'y aura pas de rupture. Il persistera à la rigueur dans sa prétention à la souveraineté, en exerçant un libéralisme social. Il est normal que des gens s'égarent en chemin, par contre on ne doit pas perdre le chemin à cause de gens égarés. En dévoilant la gravité de notre dette, un audit a été commandé. Le régime a eu le mérite et la transparence de le faire. Nous ne comprenons cependant pas pourquoi l'audit Mazars n'est toujours pas divulgué, alors que même à l'état d'inventaire, il permettrait de distinguer la portion odieuse de la dette, de ce que nous devons, des dépenses engagées ou de ce qui aurait été frauduleusement acquis. Là devrait être la transparence du jubal jubanti. La nomination de l'ancien responsable partisan du fcfa, qui a cautionné la dette dite cachée ou non déclarée et fut en charge du suivi du fameux agenda 2050, au poste de Premier ministre, achève de faire perdre la lisibilité dans l'improvisation ou les calculs de nos dirigeants. Depuis plus d'un trimestre, le nouveau gouvernement est chaperonné par la Banque Lazard de France et le Global Sovereign Advisory alors que se négocie avec le FMI le degré d'austérité et de

restructuration de notre dette à consentir. Le FMI est aussi responsable d'avoir cautionné ou être aveuglé par la poursuite de prêts dissimulés ou omis par l'ancien régime qui les justifie par ses dépenses d'infrastructures. L'État doit non seulement rectifier les comptes par des déclarations avérées, mais aussi honorer ses créances pour préserver ne serait-ce qu'un soupçon de crédibilité face aux investisseurs courtisés.

Alors que nous empruntons à grands risques des swaps contre nos obligations d'État; recouru à ce que nous pouvions sur le marché national et régional et que nous avons déjà remboursé deux coupons d'eurobonds pour rassurer les investisseurs, l'État doit à ses propres compagnies et sociétés et aux grands entrepreneurs des sommes lourdes, incapacitant leur propre survie. La marge de manoeuvre tenue offerte par le prêt du FMI, en deçà de nos besoins, ne peut permettre une relance sans une renégociation de remboursement avec chacun de nos prêteurs. Dans le capitalisme, rien ne se fait sans contrepartie. Les FMI comme ces prêteurs défendent d'abord le capital plutôt que la condition de notre pays.

De même, à voir le sort de nos malades dans nos hôpitaux exsangues et chers, l'état de notre système éducatif et le sort réservé à nos masses laborieuses, les dépenses exorbitantes pour accommoder nos députés et autres pontes de l'État sont indécentes et en déphasage avec le discours de sobriété prétendu. C'est là, parmi quelques exemples, dans les besoins réels de notre peuple que nous attendions la souveraineté déclamée.

Le régime au pouvoir se caractérise par une aspiration de révolution nationale bourgeoise libérale conservatrice, mais pas d'une révolution progressiste. Cette alliance spectaculaire en apparence inédite, mais qui rappelle le SOPI, a su, par l'organisation et l'insurrection de forces subalternes, attaquer l'appareil d'État sans être capable de le renverser. Des tenants de ce dernier ont préféré se saborder partiellement et s'imbriquer avec cette alliance pour continuer à se reproduire. En acceptant, pour des raisons électorales et de conquête du pouvoir, de s'acoquiner plus ouvertement avec des forces libérales, le nouveau pouvoir en usant de la rhétorique nationaliste, répugne pourtant à la nationalisation, à prendre le parti des masses laborieuses et à rompre avec le capitalisme. La zizanie du noyau dirigeant en est l'expression, car certaines de ses factions ont placé leurs intérêts au-dessus de ceux de notre peuple. Il n'y a donc pour l'instant ni révolution, ni contre-révolution.

Le bloc au pouvoir a, de façon originale, su impulser un projet politique unifiant ses intérêts économiques à ceux de ses alliés et auxiliaires. Ce bloc est issu d'une alliance stratégique électorale de forces sociales hétérogènes qui aujourd'hui s'entredéchirent. Elles veulent nous faire choisir entre un camp qualifié de modéré républicain et institutionnaliste, voulant rassurer les investisseurs, que ses détracteurs traitent de néocolonial et un camp dit radical et plus national-souverainiste prétendant orienter souverainement le cadre des investissements, que ses détracteurs traitent de populiste. En réalité, issue de l'idéologie libérale, mais usant de références nationalistes et progressistes de notre frange de gauche, l'alliance au pouvoir, désormais divisée après le clonage raté, essaye de se constituer en bloc historique défendant ses intérêts économiques et une certaine hégémonie culturelle. Nous ne doutons pas que de part et d'autre des groupes désormais rivaux, existent des progressistes. Nous y comptons d'estimés camarades, cooptés ou qui y sont entrés de plein gré, en croyant pouvoir infléchir ces

formations et ils se reconnaîtront, mais ils y sont marginaux et le demeureront. Défections et purges de part et d'autre, ainsi qu'effort de massification marqueront les prochains mois avec .comme baromètre le soutien ou pas à l'élection de 2029.

Matt du lakk ba jeex, mu ne tàccu na safara

Nous sommes tous incapables d'empêcher le dernier épisode du feuilleton qui s'est déporté sur les enjeux constitutionnels entre l'assemblée et l'exécutif. Le droit constitutionnel et les jurisprudences et autres arguties seront sollicités par des acteurs politiques ou non, alors que le Conseil constitutionnel, souvent sollicité de façon abusive, s'est interposé et prononcé sur la forme et non sur le fonds, ou se dit incompetent sur les arbitrages escomptés. Ces débats seront stériles, car polarisés par la partisanerie et le calcul des pouvoirs électoralistes, et se perdront en dédales techniques, au lieu de résoudre nos enjeux pressants de société et le .quotidien de notre population de plus en plus excédée.

Rompre l'aliénation du capitalisme nous impose une transition de rupture. Vaincre la pauvreté est un acte de justice. La révolution ne se décrète pas et elle n'est attestée que par le changement des rapports de production. Or, le pouvoir qui se divise au sommet a en commun un discours souverainiste compatible avec le capitalisme et la croyance fétichiste à la fiscalité et les arrangements monétaristes et mercantilistes et sans la nationalisation de nos secteurs vitaux. Pas de rupture non plus dans la politique étrangère, dite réaliste et neutraliste, alignée sur les desiderata de Washington mais avec une diversification des ressources à siphonner ailleurs, la poursuite des dividendes de l'aide commerciale et la poursuite du mercantilisme généralisé. Au niveau du continent, un louvoiement refusant tacitement une posture plus panafricaniste à l'endroit de l'AES ou de la Guinée-Bissao, ou une lecture erronée du Rwanda dans les Grands Lacs, ou du Maroc dans le Maghreb, voire d'Israël et de la Palestine...Le genre d'impulsion à la reconstruction de la CEDEAO et de la monnaie ÉCO nous édifiera bientôt sur les .orientations.

Une révolution ne doit pas être conservatrice. Elle le fut sous Thatcher et Reagan et a donné le néo-libéralisme. De même à contrario, le radicalisme libéral pour instaurer un ordre autocratique, rétrograde et contraire à nos valeurs demeure aussi possible. L'alourdissement de la criminalisation de l'homosexualité, en arguant d'une sauvegarde de nos valeurs africaines, est une de ces anomalies. Justement nos valeurs africaines étaient plutôt de tolérance et de non-marginalisation, de respect et de tabous sur l'intime. Ça c'est l'africanité. Certes l'importation de comportements individualistes occidentaux et ostentatoires, contraires à nos valeurs et sous la pression de conditionnalités de genre est inacceptable. Mais nous ne les solutionnerons pas en empruntant des valeurs rigoristes et réactionnaires de l'Orient ou de l'Occident. De même, les féminicides, les comportements sexistes et phallogocratiques doivent être combattus et nous devons toutes et tous oeuvrer pour l'émancipation des femmes et leur égalité à tous les niveaux .avec les hommes.

Concrétiser la souveraineté et rompre le néocolonialisme par la gauche

La gauche, dans notre entendement, s'inscrit dans le combat donnant à la démocratie son sens émancipateur et affirmant les droits humains et du citoyen, les droits sociaux individuels et collectifs, les droits à la maîtrise sociale du système économique. Les camarades de gauche dont .c'est la conviction doivent se tourner les uns vers les autres, et non les uns contre les autres

Incarnons le changement que nous souhaitons voir au Sénégal, et pour s'améliorer, changeons .et prenons la pleine mesure de notre potentiel pour le peuple.

,Sénégalaises, Sénégalais

Libérons-nous des récits qui nous entravent et oeuvrons pour une nouvelle épopée. N'écoutez pas ceux qui craignent d'essayer ni ceux qui craignent que nous réussissions. Nous voulons changer d'ère, et mettre en œuvre un nouveau contrat social, ancré dans l'égalité, les droits humains et le progrès social. Nous aspirons à une société inclusive et tolérante, respectueuse de la diversité et du pluralisme, et préservant la laïcité des institutions publiques. Dans notre contexte, changer de paradigme se fait par transitions, par des luttes pour la justice sociale et l'intégrité. Les mouvements populaires et sociaux peuvent amorcer ce changement pour atteindre notre pleine souveraineté. Il s'agit de favoriser une démocratie substantive populaire (c'est-à-dire un système pour le bien-être des citoyens, l'épanouissement de nos masses laborieuses, la justice sociale et leur participation effective aux décisions) de structurer le secteur informel, restructurer le marché du travail, relever dignement notre qualité de vie, la qualité d'éducation de nos ressources humaines; redresser l'égalité de genre; et généraliser .l'intégrité dans le bon gouvernement.

Il nous faut rompre avec notre soumission extérieure au capitalisme mondial et au secteur privé, soumettre nos rapports extérieurs à la priorité de notre développement équilibré .endogène et du progrès social autocentré.

Il s'agit donc pour l'épanouissement de notre souveraineté de confier au peuple, à ses citoyennes et ses citoyens les pleins pouvoirs afin qu'adviennent des institutions politiques .favorisant leur pleine participation.

Dans cette lutte, une des particularités, en plus de l'égalité, qui sert de matrice au projet Seen Égal, est l'eau. L'eau, source de vie, aux multiples propriétés et aux nombreuses capacités, est, au sens propre comme au figuré, le vecteur qui irradie et conditionne notre projet de société. Il y a une faible égalité quant à notre accès à l'eau dans le Sahel. Sans un accès équitable et sûr à l'eau pour toutes et tous, il ne peut y avoir de développement durable. L'eau est un catalyseur politique, socio-économique, essentiel à la subsistance, à la bonne vie, à la croissance économique, à la justice, à l'emploi, et à l'équilibre du vivant. Avoir l'un de l'eau potable, l'autre de l'eau sale, un autre disposant d'une piscine ou un autre mourant d'inondation résulte de conditions qui ne relèvent qu'exceptionnellement du hasard et elles sont le plus souvent

maîtrisables. Nous pensons qu'en débloquant le verrou de l'inégalité, s'enclencheront des .changements structurels.

L'inégalité est principalement une résultante et une construction sociale et historique. Elle n'est pas le fruit du hasard ou d'un quelconque déterminisme ou destin. Elle est inhérente aux .rapports de forces dans toute société. Cette dernière peut s'en accommoder ou la refuser

La matrice fondamentale de notre projet de société est donc l'égalité. Adduna potu ndaa la, ku naan jox sa morom mu naan. Ce principe suppose que nous devons toutes et tous disposer .dignement des mêmes droits, être traités de la même façon, et être soumis aux mêmes devoirs

L'égalité est simple à comprendre, et irréfutable par ceux et celles qui la récusent , car nous .naissons toutes et tous un jour, et sommes mortel-les un jour.

L'égalité n'est pas l'uniformisation, ni l'homogénéisation, ni la perte de diversité, ni que nous aurions une unanimité de vues, la même apparence et les mêmes désirs, ou que nous devrions agir de la même façon. C'est dans le respect de nos diversités, de savoir que nous disposons des mêmes droits et que personne ne doit être discriminé ou exploité. Ensemble, égales et égaux, .nous traversons les écueils de la mondialisation.

Il faut une égalité de traitement impartial, en ce qui a trait aux droits économiques et sociaux, civils culturels et politiques. Cette égalité sociale des chances et des opportunités, voire même parfois des conditions, doit être assurée par l'action résolue vers l'équité de l'État, assisté par un volontarisme citoyen patriotique et républicain. Accélérer la marche vers l'égalité et l'équité, dans tous les domaines, suppose de changer les relations de pouvoir, en les infléchissant prioritairement pour redresser la condition des défavorisé-es, des subalternes et des opprimé-es. Ceci s'attaque aux dispositifs légaux, institutionnels, culturels, traditionnels, religieux, de .genres qui sont réticents à la transformation de l'économie politique vers l'équité et l'égalité.

Il faut réorienter l'attention publique et des forces progressistes vers la lutte et la défense de l'égalité des droits, (dont les droits à la terre et à la mobilité, à une vie décente, à l'éducation, à la santé, au logement, à une information juste, aux opportunités). Ceux et celles qui connaissent nos capsules sur l'égalité, ou qui ont pris connaissance de notre projet de société, Seen égal-e sen égalité en 2023 peuvent les réviser et les faire connaître avec nous. Nous avons retenu 5 égalités comme les doigts d'une main. L'espace et le temps nous manquent pour revenir sur chacune des propositions qui les permettent ainsi que les orientations agricoles et technos .industrielles de notre politique nationale, panafricaine et internationale,

ÉGALITÉ DE NOTRE PAYS À DISPOSER D'UNE PLEINE SOUVERAINETÉ ET AU MÊME DROIT AU DÉVELOPPEMENT QUE LES PAYS AVANCÉS. ÉGALITÉ DES DROITS HUMAINS, 2 ÉGALITÉ FEMME, HOMME, 3 ÉGALITÉ DES RÉGIONS, 4 L'ÉGALITÉ POUR NOTRE JEUNESSE, 5 ÉGALITÉ DANS LA NATURE

Les pays du Centre ne veulent toujours pas que nous disposions pleinement de notre droit au développement. La reproduction de l'inégalité dans le développement global mondialisé, entre Centres et Périphéries, inflige à nos pays une condition subordonnée. Un capitalisme débridé, hybride et inachevé est entretenu par les tenants des centres et leurs alliés locaux dans nos États-nations. Le Sénégal est classé pathétiquement 169^e sur 193 pays pour l'Indice de Développement Humain (IDH) des Nations unies, avec un indice de 0,517. Nous voulons contre cela, accélérer notre propre développement, parallèlement avec notre cheminement vers la fédération panafricaine et l'union libre de nos peuples. Une supranationalité qui nous imposera un renoncement partiel à notre souveraineté locale, au profit de l'unité de nos peuples, dans un .État continental puissant, efficace et moderne.

Nos élites dirigeantes n'ont qu'une faible volonté de remettre en question l'interdépendance inégale qui ne profite qu'à leur propre reproduction et à leurs soutiens clientèles. Il n'y a pas de volonté politique suffisante, et surtout de capacité, de maîtriser le procès d'accumulation, continuellement conditionné par les relations extérieures. Certes, on peut noter un frémissement au Sénégal pour contrôler ce processus. Nous saluons ainsi les efforts faits par la SOMISEN. Mais ces initiatives ne contrôlent à peine que des segments de l'État. Elles sont insuffisantes pour maîtriser le procès d'accumulation. Il s'en suit une gestion de l'enlisement et une transformation incantatoire. Les rapports entre l'économie et le politique sont confisqués par des opérations floues et questionnables. L'attractivité économique est mitigée, par une fluctuation des investissements directs étrangers qui ne ciblent pas suffisamment le secteur productif, alors qu'on amplifie le tumulte de certains chantiers immobiliers et dans une moindre mesure d'infrastructures. Mais cette attractivité est plutôt dopée par le bradage de notre économie, la mauvaise organisation et le prélèvement par prédation. Si on comptabilisait nos .pertes et leurs externalités, nos recettes seraient bien supérieures à celles déclarées.

En se préoccupant des intérêts des classes populaires et laborieuses, il faudra se déconnecter le plus possible des termes et des règles défavorables de l'ordre international. Un protectionnisme de nos agricultures, industries et culture est alors impératif. Un programme de nationalisation de tous les grands leviers de l'économie pour recouvrer tous les instruments permettant la réappropriation de notre souveraineté. Il nous faut construire un système productif viable avec le projet sociétaire et le protéger du marché. C'est la seule façon de sortir de la gestion postcoloniale et compradore. Pour ce faire, nous devons revoir notre croyance au développement et réarticuler nos espoirs sur un autre équilibre combattant l'hégémonie de l'économie et du marché. Le développement ne peut se réduire à produire pour un marché, au péril des relations sociales et de l'environnement, pour perpétuer un ordre inique. Notre après-développement est articulé sur une vision holistique de l'économie, lui-même centré dans le social, l'écologique et le culturel. Revoir profondément notre conception du travail, en vue .d'une stratégie de plein emploi et de la qualité de vie.

Tous les citoyens et citoyennes de ce pays doivent disposer des mêmes .(ñun ñépë ay tofo la ñu)
.droits et de la préservation de leur dignité, dans le cadre d'un État responsable.

Égalité pour les femmes. Nos filles, nos sœurs, nos mères, nos femmes, la majorité de notre pays, constituent la condition d'un développement national et populaire effectif palpable et durable. L'égalité des sexes se heurte aux structures économiques, politiques, culturelles, religieuses. Pour nous, les hommes et les femmes sont dissemblables certes, mais sont égaux et égales. Nos filles et femmes sont encore dominées par des croyances sexistes et patriarcales, parfois par la violence et la misogynie. Beaucoup parmi elles ont intériorisé ces tares et succombent aux critères infériorisants ou valorisants et s'opposent même à l'amélioration de leur condition.

L'égalité femme/homme pourra être atteinte par l'éducation et la mise en place d'institutions permettant un égal accès démocratique aux savoirs, savoir-faire, savoir-être, savoir critique et à l'égalité de travail des hommes et des femmes, leur garantissant les mêmes devoirs et les mêmes droits. Des savoirs et savoir-être endogènes peuvent être convoqués pour atteindre l'égalité femme/homme. Il n'y aura pas de changement structurel du développement du Sénégal et de l'Afrique sans le changement drastique et positif de la condition féminine. C'est pourquoi la dimension féministe est transversale. Il faut pour cela aussi un changement des mentalités masculines, mais aussi féminines. Aucune impunité ne prévaudra dans l'atteinte aux droits de femmes et la violence contre les femmes. La sanction prévue par la loi doit être exemplaire. Le vocabulaire et les comportements sexistes seront farouchement combattus dans la sphère domestique, à l'école et au travail, comme dans tout le reste de la société

L'égalité avec les régions

Dakar et le Cap-Vert, comparés aux autres régions, jouissent d'une situation disproportionnellement enviable. (91% du tissu industriel s'y trouve). Notre capitale est saturée et de moins en moins viable, avec ses dysfonctionnements urbains et environnementaux et sa surpopulation.

On a augmenté graduellement le nombre de régions, en tentant d'en contrôler politiquement et électoralement les terroirs et les territoires, et en articulant cela sur des schémas de décentralisation douteux et des arrangements politiques et électoraux.

Une politique de décentralisation stratégique fondée sur des zones économiques homogènes et dotées d'institutions locales bénéficiera de délégations de pouvoirs et de moyens adéquats dans des domaines bien définis.

Infléchir l'extraversion de Dakar, en se tournant vers nos régions intérieures, et de là, vers l'intérieur de l'Afrique. Déplacer la capitale afin de faire profiter le pays tout entier d'un autre élan de développement, au profit de toutes et tous.

L'égalité pour notre jeunesse. Notre jeunesse forme la très grande majorité de notre population. Elle participe pourtant très peu aux mécanismes de décision, particulièrement de tout ce qui touche à son avenir. La responsabiliser, pour résoudre les défis de son temps, impose un changement de paradigme et va lui donner davantage confiance en elle-même. Il faut procéder à la repolitisation démocratique et civique, initier de vastes programmes de formation et d'encadrement par la formulation de projets bancables auxquels les jeunes seront préparés par .l'apprentissage, et le commencer tôt.

L'enfant doit être la prunelle de la nation. Son espérance de vie doit être rehaussée, sa qualité de vie uniformément améliorée. Selon les dernières statistiques seulement un enfant sur 10, âgé de 6 ans et plus, suit une formation professionnelle; 20,9% des enfants de 6 à 16 ans n'ont jamais fréquenté l'école. La protection de l'enfance sera renforcée par des moyens et des pouvoirs. On ne verra plus d'enfants talibés errer dans les rues, leurs exploiters comme leurs .parents seront tenus de se conformer à la loi.

On a pour les plus grands de nos enfants plus massifié que démocratisé l'enseignement et il s'est appauvri. Un bon nombre de nos étudiants hantent les couloirs en apprenant par mémorisation, souvent sans appréhender la matière qu'on leur exige de restituer. On doit révolutionner notre enseignement dans une perspective panafricaine, faire de la recherche et de l'intelligence une conductrice des opportunités et politiques d'emploi. Instiller à notre jeunesse les valeurs de bravoure et de discipline de nos jambars et impliquer davantage notre glorieuse armée nationale dans l'encadrement de notre jeunesse. Avec ces mesures et d'autres .encore, on freinera leur quête d'un ailleurs meilleur.

L'égalité avec la nature

Nos sociétés africaines ont été longtemps animistes, c'est-à-dire écologistes, en symbiose avec les écosystèmes et la protection du patrimoine naturel. Nous concevons encore nous aussi, la terre, l'eau, l'air et tous les autres êtres vivants de la biodiversité, comme ayant droit au respect et à la vie. Nous inculquerons de nouveau à notre jeunesse et notre population le respect pour .le règne animal et végétal, et le défendrons contre la maltraitance et l'exploitation

Camarades

Nous appelons toutes les forces, qui n'ont pas de complexe ni de gêne à reconnaître leur ancrage à gauche, de contribuer au renforcement progressif de la convergence, dans la diversité. Elle exige la tolérance et la conciliation. Il nous faut, avec l'esprit de discernement, armé-es de science, de culture et d'altruisme empathique, dégager l'horizon pour esquisser les fondements d'un projet de société progressiste viable et enviable pour la multitude. Revisiter et vivifier les valeurs qui fondent la gauche, au-delà du discours ou du label, en se fondant sur la

praxis. Le service public doit veiller à l'intérêt général, à l'équité géographique et sociale, à la modernisation de l'administration et des services, à l'accessibilité des contenus et à combler le .manque de culture numérique

La nationalisation des secteurs stratégiques, dans la perspective d'aller vers la supranationalité africaine, permet aussi un meilleur contrôle de la qualité des flux et des contenus et permettra de revigorer notre vie culturelle, civique et politique et la qualité des informations au profit de nos masses laborieuses. Notre modèle économique exsangue et saturé exige un changement drastique des structures économiques, loin des inégalités patrimoniales et néocoloniales, vers une diversification agro-industrielle et techno-scientifique hardie. Ce choix est politique et culturel, car reposant sur une volonté politique et une conscience populaire et disciplinée vers l'apprentissage, la fabrication et la production. Nos compatriotes méritent de s'épanouir dans la .dignité et dans l'égalité devant la loi garantie par un gouvernement intègre et responsable

Ainsi nous parviendrons à assainir le projet politique et esquisser et mettre en œuvre ensemble un projet de société panafricaniste. L'atteinte du bonheur pour le plus grand nombre, soit la sécurité, la paix, la satisfaction des besoins essentiels, un travail digne et décent, du temps libre, une qualité de vie, des droits équitablement répartis, des devoirs partagés, une liberté et un exercice démocratique, une symbiose avec la nature qui est préservée, une culture vivifiée, et une communication épanouie, le bien commun et l'intérêt général assurés... Le but d'être plus, plutôt que d'avoir plus, demeure l'esprit qui doit animer l'atteinte de ces grandes exigences de la société nouvelle. Cela est à notre portée, et il n'y a aura pas de changement, si nous ne nous .changeons pas nous même

Posons nous la question de comment nous avons manqué l'opportunité d'élire un homme comme Cheikh Anta Diop, sans doute notre plus grand patriote. Personne n'a le monopole du patriotisme. L'engagement patriotique est dans la praxis, les actes. Le civisme y est essentiel, car il débute là où s'arrête l'intérêt personnel pour servir le bien commun. Prenons exemple sur nos jambars, notre armée nationale dont la discipline et le sens du sacrifice doivent irradier la société. Donner un peu de soi, de son énergie, de son temps, de son amour pour bâtir pour nos enfants un monde meilleur n'est pas un fardeau, c'est un honneur. Ensemble et unis, nous pourrions écrire les plus belles pages de notre histoire nationale pour une Afrique prospère. Nous avons lutté toute notre vie contre l'impunité, contre l'apartheid, l'impérialisme et le capitalisme et pour bâtir le panafricanisme. Si cela ne tenait qu'à nous, nous aurions plus d'audace. Nous ferions du palais présidentiel vestige du gouverneur colonial, une grande bibliothèque nationale. Nous changerions l'uniforme des gardes rouges qui rappelle les spahis coloniaux...Nous frapperions l'Afro, notre monnaie...Nous freinerons l'avancée du désert...Nos enfants seraient fiers de nos produits agricoles, industriels et technologiques..Avec la dignité, la liberté, l'égalité, la solidarité, l'ère des tirailleurs sera enfin révolue...La lutte continue, la vie ..pour la patrie!

!Vive le Sénégal, dans l'Afrique éternelle, unie dans sa grandeur, souveraine dans sa splendeur!